

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 151 (2006)
Heft: 8-9

Artikel: Entretien avec Sébastien Castellion : "KATRINA" : l'anti-bushisme est une maladie profonde
Autor: Castellion, Sébastien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346621>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entretien avec Sébastien Castellion

«KATRINA» : L'anti-bushisme est une maladie profonde

Le jeudi 8 septembre, *Le Monde* titrait à propos de la tragédie qui a dévasté l'Amérique: «Le cyclone Katrina interroge le modèle Bush».

Sébastien Castellion¹: Ah, Bush! Heureusement qu'on l'a, celui-là, pour expliquer tous les malheurs de la planète. Un tsunami en Asie: Bush est coupable, parce qu'il n'a pas envoyé assez d'argent (je n'invente rien, il a fallu 48 heures à la presse française pour lancer ce thème) aux populations dévastées. La coalition Baath-alQaida en Irak massacre de malheureux civils irakiens qui ne demandent que le retour à une vie normale après trente-cinq ans de dictature psychopathe; mais ce ne sont pas les assassins qui sont accusés, c'est la faute de Bush, même s'il fait tout ce qu'il peut pour soutenir le Gouvernement démocratique irakien qui combat les terroristes. Des attentats-suicides à Londres: c'est la faute à Bush, puisqu'il a envahi l'Irak. Bush est à la presse française ce qu'Israël est à al-Mannar: la source de tous les maux et l'excuse idéale pour ne jamais réfléchir.

Pourtant, même devant une catastrophe aussi tragique que celle de la Nouvelle-Orléans, il

n'est pas interdit d'analyser la réalité et de la dire telle qu'elle est. [...] Des enquêtes ultérieures auront certainement lieu et apporteront de nouvelles précisions. Mauvaise nouvelle pour *Le Monde*, les faits montrent que la responsabilité de la catastrophe, qui est largement partagée, ne repose sur Bush que sur un point qui fut loin d'être le plus sérieux [...].

Pourquoi la ville a-t-elle été inondée?

S.C.: Parce qu'elle était inondable. La Nouvelle-Orléans a été construite à partir de 1718 entre le fleuve Mississippi, l'Océan et le lac Pontchartrain, dans une dépression naturelle qui fait que 80% de la surface de la ville se situent au-dessous du niveau de la mer. Le lac, en particulier, menace en permanence de se déverser dans la ville. La ville, qui est protégée contre ce risque par une unique digue – ou plutôt l'était –, c'est cette digue que Katrina a détruite, provoquant la catastrophe que la planète entière connaît désormais.

La catastrophe avait-elle été prévue?

S.C.: Oui, et plutôt cent fois qu'une. Tous ceux qui devaient savoir – les autorités de Louisiane, les autorités municipales, l'Agence fédérale pour la gestion des urgences (FEMA) – savaient qu'un cyclone important, attaquant directement la ville, risquait de provoquer une inondation généralisée, avec des conséquences humanitaires dramatiques. Il y a un an, dans son édition d'octobre 2004, la revue *National Geographic* avait publié un article prévoyant dans le détail les conséquences d'un cyclone: tout y est, y compris le problème des réfugiés auxquels les secours ne parviennent pas à temps. [...]

Pourquoi la digue n'a-t-elle jamais été renforcée?

S.C.: Là, cela devient franchement intéressant. Il existe deux réponses à cette interrogation.

D'abord, l'argent. A intervalles réguliers, depuis quarante ans, des propositions de renfor-

¹ Sébastien Castellion est un haut fonctionnaire français qui a vécu aux Etats-Unis avant de rejoindre le ministère des Finances. © Metula News Agency.

cement avait été évoquées – soit au niveau de l’Etat de Louisiane, soit au niveau fédéral – puis abandonnées. Personne n’a jamais réellement insisté. Manifestement, toutes les branches du Gouvernement américain considéraient qu’ils avaient mieux à faire de leur budget. Il n’y a d’ailleurs aucune raison sensée de penser que cette négligence aurait pris fin si Kerry ou Gore avait été élu président à la place de Bush. Ni l’un ni l’autre ne se sont fait remarquer par des déclarations en faveur du contrôle des inondations dans leurs campagnes respectives.

Parce qu’avec les études préliminaires il faut au moins huit ans pour passer de la décision à la conclusion d’un tel projet. Ensuite, parce que certains des meilleurs amis de Gore et de Kerry ont toujours été féroce-ment opposés à l’idée même de digues pour contenir les forces de la nature.

Ainsi, le mouvement écologique américain (qui soutient massivement, faut-il le rappeler, le parti démocrate) a, depuis plusieurs années, lancé une véritable campagne contre la construction de digues et d’écluses sur les fleuves, au nom de la préservation de l’environnement naturel. Une de ces organisations – la branche de Louisiane du Sierra Club – avait intenté un procès en 1996 au Corps du génie militaire pour empêcher la mise en œuvre d’un programme de renforcement des digues du Mississippi. Le plan de ce programme n’étant pas public, il est impossible de dire s’il aurait pu, ou non, éviter la catastrophe de 2005. Le 8 septembre, le site Internet de cette organisation continuait à se vanter de ses efforts pour conserver les régions ma-



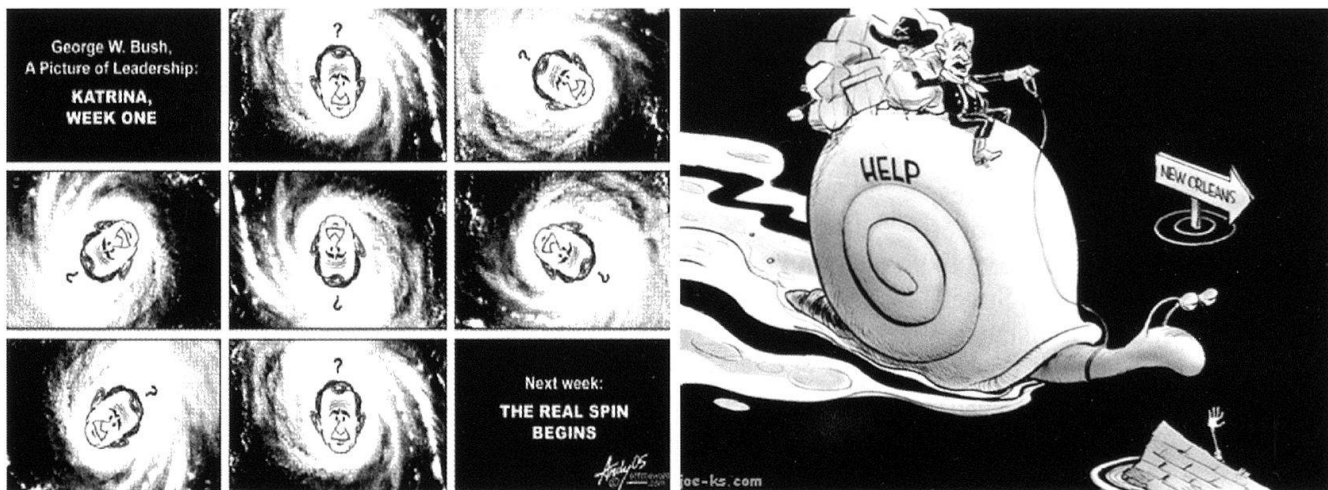
récegeuses des environs de la Nouvelle Orléans dans un état «humide et sauvage». Un choix de mots particulièrement malheureux quand on songe aux pillages et aux meurtres que la ville vient de subir.

Encore le 13 avril dernier, l’éditorial du *New York Times*, voix sacrée des démocrates américains, reprochait à Bush de prévoir une dotation de 17 milliards pour le génie militaire afin de contrôler les inondations – alors que (je cite le *New York Times*) «les écologistes reprochent à ce corps d’armée de transformer des rivières majestueuses en canaux sans vie et de détruire des millions d’hectares de marécage.» En clair: les démocrates, qui se déchaînent maintenant sur Bush, et sur Bush seul, pour n’avoir pas renforcé la digue, étaient les mêmes qui lui reprochaient de prévoir des financements destinés à renforcer des digues...

Pourquoi la ville n’a-t-elle pas été entièrement évacuée?

S.C.: Pour les lecteurs qui ne seraient pas familiers avec le fédéralisme américain: Bush n’avait pas le pouvoir d’organiser ou d’ordonner l’évacuation de la cité, quand bien même il l’aurait voulu. C’était la responsabilité du maire de la ville, Ray Nagin, qui a effectivement ordonné l’évacuation un peu moins de quarante-huit heures avant l’arrivée de Katrina.

Mais, de manière encore incompréhensible, le maire n’a pas fait exécuter le plan d’évacuation qui avait pourtant été élaboré par sa propre municipalité. Ceux qui pouvaient et voulaient partir sont partis; pour les autres, le maire a fait aménager le Superdome et le Palais des congrès local. Il n’a pas, contrairement à ce qui était prévu, utilisé les bus scolaires, propriété de la ville, pour évacuer ceux



Le leadership lors de Katrina, une des innombrables caricatures du Président.

La lenteur des secours...

qui n'avaient pas de voiture ou rechignaient à partir.

Pourquoi, une fois le désastre humanitaire constaté, les secours ont-ils mis cinq jours à arriver en nombre suffisant ?

S.C.: Une fois la digue détruite et la ville inondée, il était à peu près impossible de passer avec des moyens civils: il y avait trop d'eau pour les véhicules terrestres et pas assez pour les bateaux. Les infrastructures – eau courante, électricité – ont totalement cessé de fonctionner. Il était donc impossible d'éteindre les incendies ou même de tirer la moindre chasse d'eau.

La seule solution à la hauteur du problème était donc de faire appel aux moyens militaires des Etats-Unis, afin de gérer les dégâts de la catastrophe. On eut donc recours à 40000 soldats, des hélicoptères, des canots, des tonnes de nourriture et d'eau, soit tous les moyens du génie. Mais un déploiement de cette envergure prend du temps. Contrairement à ce que la presse a semblé croire, nous ne vivons

pas dans le monde de Star Trek: une opération militaire de cette taille ne peut pas se matérialiser instantanément, et ce n'est pas parce que la presse peut envoyer un hélicoptère et des caméras en quelques heures, que l'US Army peut faire la même chose avec 40000 réservistes. C'est pour cela qu'il s'est écoulé quatre jours entre la rupture de la digue et l'arrivée des secours militaires.

Les forces armées auraient dû être prépositionnées pour intervenir, en cas de besoin, dès avant l'arrivée de la catastrophe? C'est sans doute le seul point, avec l'avantage que nous avons maintenant de savoir ce qui c'est passé, que l'on peut reprocher à Bush: il n'a pas fait tout le nécessaire. Gageons que les troupes seront prépositionnées la prochaine fois qu'une menace de cette ampleur paraîtra seulement envisageable. Encore faudra-t-il, dans cette hypothétique prochaine fois, se mettre d'accord à l'avance pour savoir sous quel commandement seront placées les forces, une fois qu'elles seront entrées dans l'Etat sinistré. En principe, c'est

le Gouverneur de l'Etat qui assure le commandement des réservistes de la Garde nationale dans les opérations de secours, mais entre les réservistes et les forces régulières, et avec la nécessité d'entrer et de sortir de l'Etat pour chercher des moyens complémentaires, il peut être plus pratique de transférer la responsabilité au niveau fédéral.

Le directeur de la FEMA, Michael Brown n'a pas brillé par sa perception de la gravité du danger dans les jours qui ont précédé la catastrophe. N'étant pas Bush, il intéresse donc moins la presse française! Il a proposé cette «fédéralisation» des secours après la rupture de la digue au Gouverneur démocrate de Louisiane, Mme Kathleen Blanco. Celle-ci a refusé l'offre de la FEMA, apparemment pour éviter que l'Etat bushiste ne tire un profit politique des secours. Constitutionnellement, il n'y avait pas moyen d'imposer cette décision à Madame Blanco: elle lui appartient, et elle seule peut en porter la responsabilité.

Dans ce registre, il y a d'ailleurs beaucoup plus grave. La

Croix Rouge a révélé [...], lors d'une interview donnée à *Fox News* et l'a confirmé sur son site Internet, qu'elle disposait, elle, avant le passage de l'ouragan, des moyens nécessaires, qui étaient prêts à se déployer pour porter secours aux victimes réfugiées dans le Superdome. Or l'Agence louisianaise de sécurité (qui dépend de M^{me} Blanco et nullement de Bush), a, dans un premier temps, refusé l'arrivée de ces secours, en expliquant (et là, je cite la Croix Rouge) «qu'ils ne voulaient pas créer un aimant attirant la population autour du Superdome, que l'objectif était d'évacuer ces gens et pas de les laisser là éternellement.»

Au moment même où les réfugiés s'entassaient, affamés, l'État de Louisiane a donc pris la décision politique de refuser l'arrivée des moyens mobilisés par la Croix Rouge, cela après avoir négligé de mettre en œuvre son propre plan pour procéder à leur évacuation. Les autorités de Louisiane ont ainsi agi au nom d'une priorité à l'évacuation, pour laquelle elles attendaient une intervention extérieure à l'État, et dont elles savaient pertinemment qu'elle mettraient un certain temps (critique) pour parvenir sur les lieux. Je laisse aux lecteurs le soin d'imaginer quelle serait la réaction de la presse tricolore, si le Gouverneur, qui a ainsi pris la décision délibérée de laisser les gens sans vivres et sans secours (pour la plupart, rappelons-le, des noirs nécessiteux), était un républicain ami de Bush?

La guerre d'Irak a-t-elle empêché les moyens nécessaires d'arriver en Louisiane ?

S.C.: A partir du vendredi 2 septembre, il y avait en Louisiane toutes les troupes et tous les moyens nécessaires – et même au-delà du nécessaire – pour porter secours à toute la population et évacuer tous ceux qui le désiraient. Le problème n'a jamais consisté dans le manque de moyens, mais en un délai trop long pour diligenter ces moyens au bon endroit. Et les raisons de ce délai n'avaient, bien évidemment, rien à voir avec la guerre en Irak. Le public français se trouve ici piégé dans ce qui constitue typiquement un faux débat; du type de ceux qui ne peuvent intéresser que les journalistes du *Monde* et leurs pygmaliens.

Le fait que les victimes soient majoritairement noires et pauvres a-t-il contribué au retard des secours ?

S.C.: Autre faux débat! Encore que, si on daignait l'approfondir, on pourrait signaler que M^{me} Blanco, dont l'administration a (toujours selon la Croix-Rouge) été la seule à retarder délibérément l'intervention des secours, est une démocrate blanche du Sud, l'héritière du parti de l'esclavage et de la ségrégation, comme on le rappelle assez rarement en France.

Mais on n'a pas besoin de recourir à cette hypothèse pour expliquer la concentration d'une population noire et pauvre parmi les victimes. La Nouvelle-Orléans est à 68% noire, et la

principale raison ayant empêché les victimes d'être évacuées est que certains n'avaient pas de voiture individuelle, ce qui est évidemment corrélé avec la pauvreté. Partant de ces données, il n'y avait aucun scénario envisageable dans lequel une majorité de bourgeois blancs se serait retrouvée coincée au Superdome, pendant que les prolétaires, confortablement évacués, auraient plaint leur sort malheureux en regardant la télévision.

Dans les zones où les réfugiés ont été évacués, des millions d'Américains leur viennent en aide, sans se soucier le moins du monde de leur race ou de leur classe. Depuis l'arrivée des secours, des militaires de toutes races ont sauvé des milliers de vie, se fichant pas mal de l'ethnicité de ceux qu'ils sauvaient. Bush n'a jamais rien dit de raciste – et on peut penser que s'il l'était un tant soit peu, il n'aurait pas confié la conduite de la diplomatie mondiale successivement à Colin Powell et Condi Rice. Dans ces conditions, ceux qui veulent continuer à parler de race se placent délibérément dans un univers parallèle, où ils remplacent la réalité qu'ils constatent de leurs yeux par leurs projections les plus malsaines. [...] La haine des Américains, ou au moins de ceux qui votent Bush – et naturellement, la haine de Bush lui-même – a atteint le même niveau d'irrationalité et de fureur que la haine des Juifs.

L'affection est profonde. Et il serait grand temps, pour son propre bien, que la France cherche à se faire soigner.